

A propos d'une manifestation qualifiée de pacifique...

Du 08/12/2009 15:05 au 08/12/2009 15:05

Samedi soir, lors d'une interview de la ministre chargée de l'Outre-mer, une journaliste a qualifié la manifestation du 2 décembre 2009 de « pacifique » et s'est interrogée sur la supposée « sur-réaction » des forces de l'ordre face à des participants calmes venus pour dénoncer l'augmentation des prix de la barge.

S'il est évident que de nombreux Petits-Terriens peuvent être légitimement inquiets, comme les Grands-Terriens, de l'évolution des prix, il n'en demeure pas moins que la violence n'a jamais été une solution pour résoudre les problèmes de pouvoir d'achat.

Le film des événements de cette tragique journée se met, progressivement, en place grâce à des photos et des prises de vue vidéo : ainsi, dès 5H15 du matin alors que le barrage du boulevard des Crabes n'avait pas encore été poussé par les forces de l'ordre, des individus préparaient des seaux remplis de cailloux. A 5h50 quand les forces de l'ordre sont intervenues pour dégager le boulevard, elles ont reçu des jets de pierres et des cocktails Molotov qui avaient été préparés à l'avance, sur le boulevard et dans les environs du rond-point du Four à Chaux.

On sait, maintenant, par témoignages et recoupements, que l'organisation des moyens se faisait dans le courant de la nuit pour poser les éléments de ces émeutes qui n'avaient rien de spontané. Ces signes particulièrement inquiétants montrent qu'une minorité agissante veut en découdre. Des mineurs ont ainsi été entraînés dans la rue par des agitateurs majeurs. On se trouve de ce fait très loin des préoccupations du panier de la ménagère mahoraise !

Les organisateurs d'une manifestation non autorisée par la préfecture, sans service d'ordre, devront répondre de leurs actes. Des insultes de nature raciste ont été prononcées à de nombreuses reprises, elles peuvent engager leurs auteurs. Même des propos de soutien à un chef d'Etat étranger ont été entendus, ce qui paraît pour le moins surprenant ! Les auteurs des violences seront donc identifiés, recherchés, appréhendés par les services de gendarmerie et de police et présentés à la justice de la République.

Mayotte aspire à devenir le 5ème département français d'Outre-mer et les Mahorais se sont prononcés massivement en ce sens le 29 mars dernier. Cette future départementalisation présuppose le respect de l'état de droit et l'emploi de la force publique, si nécessaire, quand la liberté d'aller et venir, celle de travailler est menacée, voire empêchée. Depuis le 12 novembre dernier, la préfecture a toujours été une force de médiation et de propositions pour apporter des solutions au problème de la vie chère à Mayotte, elle continuera à le faire et prendra de nouvelles initiatives dans ce sens très prochainement.

Enfin, il convient de rappeler que Marie-Luce PENCHARD avait accepté, d'emblée, le principe d'une audience du « collectif perdu » avec son directeur de cabinet, le préfet Denis ROBIN, pour le dimanche 6 décembre matin. Les responsables de ce collectif n'ont même pas jugé utile de se déplacer préférant plutôt s'en prendre à la ministre dans une banderole insultante placée sur le rond-point de Four à Chaux. Si la situation n'était pas si grave, le décalage de cette attitude irresponsable prêterait même à sourire.